



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Jan Douwe Van der Ploeg, 2014, *Les paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*, Charles Léopold Mayer éditions, Paris, France, 216 p.

Les paysans du XXI^e siècle est un livre tout à la fois militant et porteur de résultats et de perspectives de recherche. Il défend la thèse d'une repaysannisation de l'Europe pour lutter contre des « empires alimentaires » dont le modèle capitaliste et financier ne serait pas soutenable socialement et du point de vue de la gestion des ressources naturelles, mais aussi et surtout économiquement. Il constate ainsi un début de mouvement de contre-balancier par rapport aux dernières décennies, prédit l'essoufflement des entreprises agricoles dans les prochaines décennies et appelle donc à des politiques publiques et des mouvements sociaux susceptibles d'amplifier la repaysannisation. Il exprime en creux les sentiments mitigés qui traversent actuellement les mouvements paysans en Europe (et aussi ailleurs). D'un côté, il insiste sur le pessimisme face à la concentration constatée du secteur dans un environnement plus en plus libéral (en amont sur le marché des intrants, en aval sur la commercialisation, mais aussi dans le segment de la production lui-même), qui fait craindre l'avènement d'un monde que Timmer (2009) qualifie de « sans agriculteur » : un monde dans lequel la part de l'agriculture dans l'emploi total serait résiduelle. De l'autre, il souligne la lutte résolument optimiste pour un renversement des tendances et pour un retour paysan non pas passéiste, mais fondé sur des alternatives techniques et sociales innovantes. J. D. van Der Ploeg se range parmi les optimistes et justifie tout au long du livre les raisons de cette posture, sans toutefois sous-estimer la puissance des forces contraires encore à l'œuvre.

Son argumentaire s'appuie sur une importante bibliographie résolument internationale et sur des résultats de recherche s'étalant sur plusieurs décennies. Il est structuré en six parties. Les trois premières plantent le décor, définissent les différents concepts et explorent les dynamiques récentes. Les trois dernières se projettent davantage dans l'avenir, proposent une démonstration de la repaysannisation, et donnent un aperçu de facteurs l'expliquant et d'instruments pour l'accompagner.

Quelques enseignements significatifs du livre

L'auteur propose une typologie des modes d'agriculture différenciant l'agriculture paysanne, l'agriculture entrepreneuriale et l'agriculture capitaliste. Cette typologie est fondée sur le présupposé que « l'essence de la différence réside dans les procédés choisis pour structurer le social et le matériel » (p 21), avec des conséquences sur la répartition de la valeur ajoutée et sur la durabilité des processus.

Parmi les concepts fondamentaux mis en avant pour expliquer les dynamiques à l'œuvre dans les dernières décennies, il faut citer la « désactivation ». Entendue comme la conversion des ressources nécessaires

à l'agriculture en capitaux financiers investis en dehors de l'agriculture (p 27), elle serait la conséquence de la course vers des prix bas et d'une rentabilité agricole volontairement contenue à de faibles niveaux par les forces capitalistes issues de la libéralisation du secteur.

Des processus concomitants et contraires sont décrits, qui tirent vers l'industrialisation et la désactivation d'un côté, vers la repaysannisation de l'autre. La thèse du livre est claire : « c'est essentiellement l'essor des empires alimentaires en tant que principe ordonnateur exerçant un contrôle grandissant sur la production, la transformation, la distribution et la consommation de nourriture qui contribue à la progression de ce qui semble être une crise agraire inévitable. Et ce n'est selon moi qu'au travers d'une profonde repaysannisation, sans doute répétée, que cette crise internationale et multidimensionnelle pourrait être enrayée. » (p. 31).

Les empires alimentaires, agissant sur l'ensemble des segments du système alimentaire et souvent à cheval sur plusieurs filières, sont donc au cœur de l'analyse. L'originalité du livre est de les décrire comme des ensembles – des systèmes complexes organisés plus en réseau qu'en entreprise unifiée - dont l'objectif est de plus en plus financier (« la capacité à gérer des ressources appartenant à d'autres », p. 39). Les conséquences sont le transfert de valeur depuis la production agricole vers la finance, une mobilité croissante (d'entreprise à entreprise mais aussi de région à région) des capitaux dédiés à la production et un accès de plus en plus difficile des paysans aux marchés ainsi contrôlés.

Après avoir critiqué les efforts d'une « science » un temps dominante à démontrer l'inéluctable fin des paysans, puis les insuffisances des recherches qui peinent à « séparer le paysan de l'agriculteur entrepreneur » (p. 50), l'auteur donne sa définition de la paysannerie. Le concept central est bien celui de l'autonomie : dans un monde adverse, le paysan lutte pour éviter la dépendance aux forces du marché et des empires. Ce faisant, il crée des formes de « coproduction » agricole entre l'homme et la nature, j'y reviendrai, et ouvre ainsi de nouvelles opportunités, sur la base d'activation de ressources plus durables car « autocontrôlées ».

Mais au final, la ligne de différence entre le paysan et l'agriculteur entrepreneur, qui « réside dans le degré d'autonomie relatif à la base de ressources » (p. 81), n'est pas si évidente à tracer. L'auteur nous donne des clés, en s'appuyant sur l'exemple d'élevages laitiers en Italie, qui permettent de juger, sur différentes pratiques (culturales, de marché, de travail, de spécialisation, *etc.*), d'un tout plus autonome chez l'agriculture paysanne, et d'un tout plus dépendant chez l'agriculture entrepreneuriale. L'analyse comparée de ces pratiques démontre, au final, les impacts négatifs et surtout la fragilité inhérente au choix de cette dernière ; les performances économiques des entreprises apparemment supérieures cacheraient en fait des structures de répartition de la valeur ajoutée et des conditions de travail bien plus fragiles pour les exploitations et pour l'ensemble de la société.

L'auteur nous explique aussi que les dynamiques récentes de l'agriculture européenne, bien qu'échappant totalement au monde académique et aux médias, traduisent une repaysannisation, ou plutôt l'incorporation dans les techniques et stratégies mises en œuvre d'éléments relevant de la paysannerie et de la lutte pour l'autonomie qui la caractérise. Les traductions les plus évidentes portent sur le développement des circuits courts, la diversification, la pluriactivité, le « réancrage de l'agriculture dans la nature », la diffusion de l'agro-écologie. Il faudrait y voir un réel changement de paradigme, même si l'argumentaire n'est étayé que par des données globales sur la pluriactivité, qui serait selon l'auteur un marqueur suffisant.

La cinquième partie du livre traite de l'amplification de la repaysannisation par l'action collective à des échelles territoriales et nationales, et des perspectives offertes par les coopératives territoriales. Ces dernières sont définies comme des coopératives actives à une échelle régionale, jouant le rôle de structures classiques mais allant au-delà et s'intéressant aussi à la protection de l'environnement et des paysages, à l'amélioration de la gouvernance régionale et fonctionnant comme des « laboratoires de terrain » pour générer leur propre expertise sur le développement local (pp. 153-156). Elle s'appuie sur une étude de cas aux Pays-Bas, particulièrement éloquent sur les perspectives de ces instruments, mais aussi des principes qui les portent et qui pourraient diffuser dans les politiques publiques.

L'ouvrage se conclut en validant la thèse de l'effondrement à venir des modèles agricoles et alimentaires et en particulier des empires, qui céderont la place à un principe paysan qui s'imposera par l'évidence de sa supériorité à adresser les défis du futur, qu'ils soient économiques, politiques, environnementaux et sociaux.

Remarques générales plus critiques

Les principes d'autonomie, de désactivation ou de coproduction constituent des apports importants au débat sur les transformations agricoles, par leur pertinence et par l'invitation qu'ils nous font à sortir des modèles de croissance strictement préoccupés de productivité du travail et de compétitivité prix. Ces principes offrent de nouveaux arguments économiques, mais qui se prolongent sur des questions de bien-être des agriculteurs et des sociétés européennes toutes entières.

On pourrait néanmoins discuter le traitement fait des innovations techniques nécessaires à l'affirmation du principe paysan. On ne peut pas se contenter d'une ruralité et d'un paysannat figé dans ses options techniques et l'auteur est bien d'accord avec ce constat. L'agro-écologie dans sa version la plus radicale semble être la voie à privilégier ici, mais le livre n'est pas très clair sur les implications concrètes sur les systèmes de production. En effet, la coproduction, entendue comme « une interaction aux multiples facettes et en constante évolution entre l'homme et la nature vivante » (p. 82), n'exclut

pas *a priori* une dose d'artificialisation et les différences entre coproduction et artificialisation, si elles sont claires dans les cas extrêmes, semblent difficiles à tracer aux frontières. Sans angélisme sur la capacité du monde agricole à maîtriser une artificialisation « raisonnée », il semble tout de même risqué de trop fermer les options et d'enfermer le monde paysan dans des principes trop contraignants.

Par ailleurs, du fait des équilibres professionnels en présence, mais aussi des enjeux réels de production au Nord comme Sud, des formes plus « industrielles » d'agriculture risquent de perdurer même si leurs limites sont avérées. L'auteur semble exclure cette possibilité, mais il sous-estime sûrement la capacité de ces formes industrielles à répondre aux contraintes et critiques qui pèsent sur elles, sans renier les principes entrepreneuriaux et d'insertion dans les chaînes de valeur qui les caractérisent.

Dans le même ordre d'idée, cette hypothèse exclut la possibilité d'une coexistence de formes différentes d'agriculture dans les territoires ruraux. Or, les agricultures – paysannes ou non – sont très diverses par nature et par leur rapport et ancrage à leur territoire, mais surtout elles se transforment en s'adaptant aux contraintes et aux opportunités de leur environnement. Même dans un contexte de repaysannisation et de recul de la concentration du secteur, pourquoi exclure que des formes agricoles de type industriel puissent occuper des territoires donnés pour lesquels elles auraient un avantage ? Pourquoi ne pas envisager des solutions duales, dans lesquelles les formes industrielles, positionnées sur des marchés spécifiques, ne concurrenceraient pas les formes paysannes et leur marché ? S'il est salutaire de raisonner les empires alimentaires comme un tout, des objets avec leur logique propre et des impacts négatifs sur la société dans son ensemble, on peut s'interroger sur la possibilité de mise en valeur d'espaces agricoles par d'autres voies que la paysannerie. Dès lors, c'est bien plus de coexistence et de bonnes ou néfastes conditions de coexistence qu'il convient de discuter, que de l'hégémonie d'une forme sur une autre, position plutôt défendue dans le livre.

Malgré quelques allusions, notamment pour définir la nature paysanne, le livre se focalise, classiquement, sur la production. La démonstration que la force de l'*agrobusiness* et de ses empires est d'abord issue de son emprise sur la finance et sur les marchés de masse devrait inviter à élargir au système alimentaire la réflexion sur les alternatives paysannes. C'est fait en partie, avec les solutions concrètes proposées par les coopératives territoriales et la gestion de « niches stratégiques », mais n'est-on pas toujours dans le reflet d'une réalité plutôt triste d'une lutte déjà largement perdue et de réponses strictement défensives ? Pour que le principe paysan offre une alternative à la hauteur de ce qui est espéré dans cet ouvrage, il faut une complète reconquête des systèmes alimentaires. Or, on perçoit mal une issue heureuse sur ce point malgré toutes les évolutions positives et optimistes que porte le livre, et ce d'autant plus si on s'en tient à une lutte au niveau des seuls systèmes de production. L'argumentaire occulte en effet le fait que la reconquête des autres composantes des systèmes alimentaires (depuis la gestion des intrants

et de l'accès aux moyens de production jusqu'à la consommation) est, elle aussi, nécessaire.

Plus généralement, se dégage de la lecture une certaine confusion quant aux définitions proposées. Il est difficile d'identifier, précisément et en dynamique, qui est réellement paysan et à l'aune de quels critères il est possible de qualifier les performances technico-économiques de l'agriculture. Selon les parties, le livre identifie 2 ou 3 modèles agricoles et tente de définir des frontières entre eux, mais dans le même temps, invite à davantage tenir compte de la diversité des trajectoires et des tensions. Finalement, l'auteur pourrait prendre à son compte les critiques adressées à la recherche sur son incapacité à expliciter précisément les contours et limites du principe paysan.

On pourrait regretter aussi que le livre, focalisé sur « l'Europe d'aujourd'hui », reste flou sur les réalités et défis du paysannat ailleurs dans le monde, et en particulier en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud. Il est discutable de ne pas insister sur le fait que les trajectoires agricoles sont extrêmement diverses et qu'elles le resteront. Dès lors, si des grands principes peuvent exister, les déclinaisons paysannes peuvent s'avérer radicalement différentes selon les situations. Ce point renvoie notamment à un oubli du livre sur les questions d'emploi, très peu évoquées et qui pourtant sont cruciales et surtout renvoient à des enjeux radicalement différents selon les trajectoires nationales.

Il semble enfin, plus largement, que l'auteur sous-estime l'écart entre l'urgence de la situation (telle que décrite) et les volontés (ou marges de manœuvre) politiques des pouvoirs publics d'y répondre. Peu est dit concrètement sur la production de statistiques, qui apparaît pourtant comme un point crucial pour mieux cerner les dynamiques paysannes... et les autres. Peu est dit aussi, finalement, sur les politiques susceptibles d'accompagner la repaysannisation souhaitée. Celle-ci est censée s'imposer quasi naturellement, y compris parce qu'elle rencontrera les autres politiques sectorielles qui inévitablement devront se transformer (p. 195), quand l'histoire nous apprend que les changements en agriculture ont plutôt été le résultat des actions volontaristes des Etats, d'abord sectorielles, puis rencontrant les autres champs de l'économie, de l'environnement et du social.

Jean-Michel SOURISSEAU
Cirad ES, UMR ART-Dev
jean-michel.sourisseau@cirad.fr

Bibliographie

Timmer C.P. (2009) *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective*, Washington, USA, The American Enterprise Institute Press, 83 p.

